



CAHIER D'ACTEUR

PROJET DE MINE
DE LITHIUM DANS L'ALLIER

11.03.2024
07.07.2024

N°12 | MAI 2024



CCI ALLIER



CCI PUY-DE-DÔME
CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE



CCI
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Gérées par des chefs d'entreprise, les CCI sont des établissements publics de proximité au service des entreprises et du développement économique des territoires. Elles accompagnent les entreprises de toute taille de leur territoire et favorisent leur développement. Une autre mission fondamentale des CCI est de représenter les entreprises et de défendre l'intérêt général des acteurs économiques.

CCI Allier

31 Quai Louis Blanc
03100 Montluçon
+33 4 70 02 50 00
allier.cci.fr

CCI Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole

148 Boulevard Lavoisier
63000 Clermont-Ferrand
+33 4 73 43 43 43
puy-de-dome.cci.fr

CCI Auvergne-Rhône-Alpes

32 Quai Perrache – CS 10015
69286 Lyon Cedex 02
+33 4 72 11 43 62
auvergne-rhone-alpes.cci.fr

Le point de vue des CCI de l'Allier, du Puy-de-Dôme et de la région Auvergne-Rhône-Alpes sur le projet EMILI d'Imerys

Pour l'Allier, une chance unique de renaissance plus durable

La transition écologique est en route. Sa mise en place demande de nouvelles solutions de mobilité décarbonée, utilisant du lithium pour fabriquer des batteries. **L'objectif de décarbonation se mêle à un impératif de souveraineté** pour la France sur de telles ressources désormais stratégiques. L'Allier possède un gisement identifié de lithium unique en son genre par sa teneur, sa situation, ses conditions d'exploitation proposées, qu'Imerys propose d'exploiter dans le cadre du projet EMILI.

L'Allier, c'est aussi environ 20 000 entreprises, 300 000 habitants, dans une région qui a été fortement désindustrialisée et dépeuplée au cours des dernières décennies. Son passé minier et industriel a laissé une empreinte économique, culturelle, et environnementale. **Développer à nouveau des activités industrielles liées à l'extraction de minerai est donc un symbole fort, portant la promesse d'une renaissance.**

Les CCI Allier, Puy-de-Dôme et Auvergne-Rhône-Alpes se positionnent en faveur du projet EMILI car il porte des enjeux forts de **développement durable**, avec une anticipation des impacts sur l'environnement. Elles se montrent **force de proposition** pour apporter leur expertise et améliorer encore le modèle proposé.

Les CCI seront également attentives quant au respect des éléments présentés par Imerys et aux compléments prévus, à l'implication du tissu industriel local, à la communication transparente avec les populations.

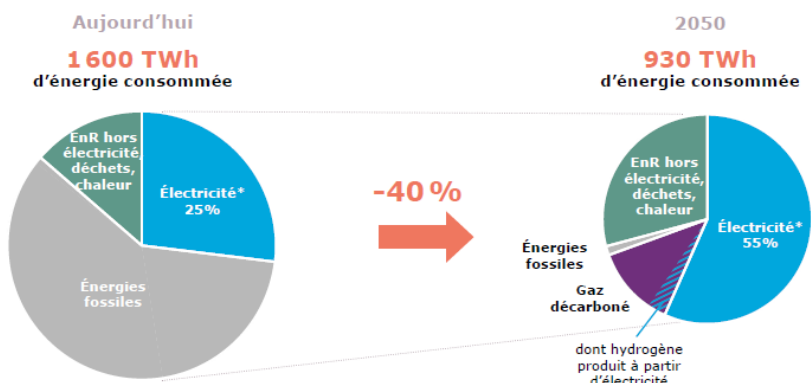


Débat public Projet de mine de lithium dans l'Allier
244 Boulevard Saint-Germain – 75007 Paris
debat-mine-lithium@debat-cndp.fr
www.debatpublic.fr/mine-de-lithium-allier



Un projet utile pour mener à bien la transition écologique de la France

La décarbonation des activités humaines est un enjeu environnemental mondial qui passe par des changements importants de notre mode de vie. Il s'agit d'un immense défi. Il faut à la fois réduire notre consommation d'énergie, mais aussi augmenter la part d'électricité dans le mix [1].



Consommation d'énergie finale en France dans la Stratégie Nationale Bas Carbone. *hors pertes, consommation du secteur de l'énergie et pour la production d'hydrogène [1].

De nos jours, grâce au développement des batteries Lithium-ion, le stockage de l'électricité est amélioré et permet :

- **d'accompagner la transition vers des modèles plus vertueux de mobilité** par l'électrification des véhicules ;
- **d'envisager un stockage des énergies issues des ENR** pour pallier à leur intermittence.

L'utilisation finale du lithium de l'Allier n'est pas réellement connue à l'avance, mais l'immense majorité de la production ira très probablement dans les batteries pour applications de mobilité. Une des manières simples de voir l'impact sur la décarbonation de la France est alors de mettre en face les émissions de CO₂ du projet (330 000 t/an [2]) et les émissions évitées par l'utilisation des véhicules qui seraient produits avec des batteries au lithium français (sur la base d'environ 700 000 véhicules par an avec des batteries de 56 kWh évitant 200 gCO₂/km [3] et qui roulent 10 000 km par an [4], on arrive à environ 1,5 Mt CO₂ évitées qui sont à cumuler chaque année sur la durée de vie des véhicules, soit de l'ordre de 1 % des émissions du secteur des transports en France [5]).

Cela peut aller plus loin :

- **l'opportunité de réhabiliter le réseau ferroviaire local** est aussi à prendre en considération. C'est également un levier de décarbonation des transports. La renaissance de la ligne de train entre Montluçon et Gannat pour le transport du lithium serait l'occasion de remettre en place des dessertes voyageurs notamment pour les déplacements des salariés, pourquoi pas avec des trains sur batteries. Une relance plus importante du transport ferré local est souhaitable, pour mieux décarboner car des rames Diesel sont encore utilisées dans les trains régionaux.
- les émissions de CO₂ de la conversion du minerai pourraient aussi être fortement diminuées grâce à **l'utilisation de biométhane** dans le four de calcination du minerai : **l'Allier en est actuellement exportateur** au niveau national (production de 160 GWh [6], à 23 g CO₂/kWh contre 200 g CO₂/kWh pour le gaz naturel [7]), mais il faudrait encore augmenter la production (besoin de pratiquement 500 GWh [8]) sans compter que d'autres industriels pourraient être intéressés par cette source d'énergie.

Le projet EMILI s'inscrit donc bien dans un objectif de décarbonation des activités humaines. Le focus est porté sur la mobilité électrique mais peut aller au-delà.

[1] d'après le rapport « Futurs Énergétiques 2050 » de RTE, Février 2022

[2] d'après le dossier du maître d'ouvrage, p.101

[3] Carbone 4, d'après le dossier du maître d'ouvrage, p.28

[4] Ordre de grandeur 2021, d'après Statista <https://fr.statista.com/statistiques/484345/distance-parcourue-en-moyenne-par-voiture-france/>

[5] 126 Mt en 2021, d'après <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-transports-2023/20-emissions-de-gaz-a-effet/distance-parcourue-en-moyenne-par-voiture-france/>

[6] production 2024 d'après <https://www.environnement-magazine.fr/territoires/article/2022/09/26/140919/allier-veut-leader-production-gaz-vert-france>

[7] GRDF <https://www.grdf.fr/gaz-vert/energie-transition-ecologique/reduction-gaz-effet-serre>

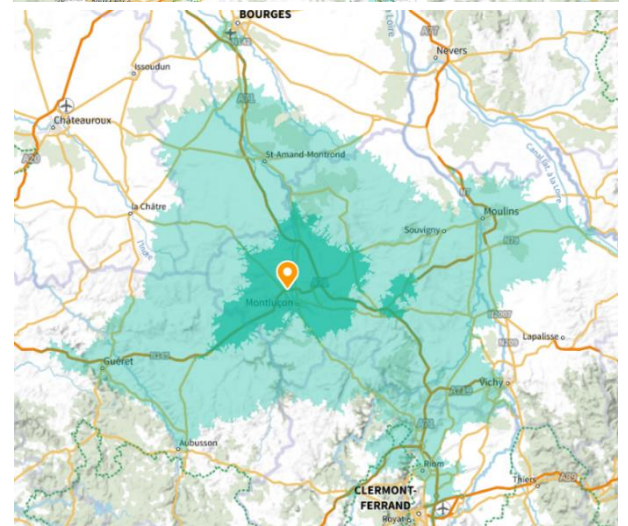
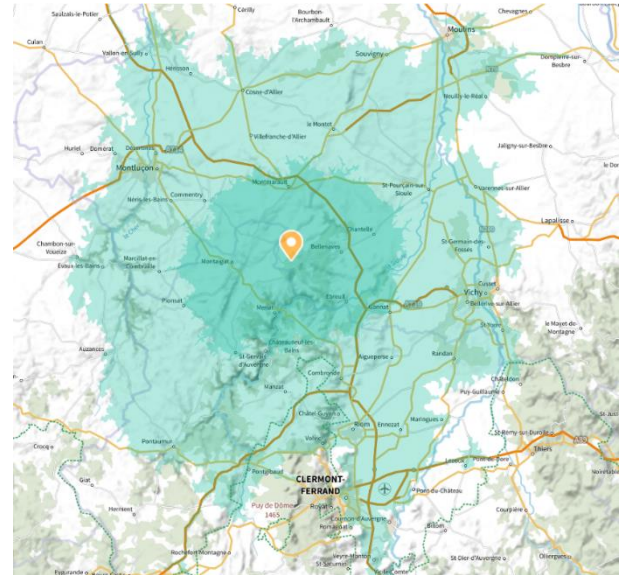
[8] dossier du maître d'ouvrage, p.67

Un projet très stimulant pour les territoires

Si le projet ne se faisait pas, on peine à imaginer quelles autres solutions pourraient se présenter pour juguler la perte démographique (-0.4% sur la période 2019-2022) et l'appauvrissement en cours dans le département. Le taux de pauvreté en 2021 de l'Allier était de 16.2% contre 13.3 % pour l'ensemble de la région Auvergne-Rhône-Alpes [9]. Le manque de perspectives économiques est certainement un facteur principal de délaissement du territoire. On ne peut que souhaiter un rééquilibrage à moyen terme.

Le projet EMILI, avec ses 1000 emplois directs et indirects à horizon 2030 soit presque 1% de l'ensemble des emplois actuels [9], permettrait de redynamiser l'Allier. Le projet générerait 363 millions d'euros par an en phase d'exploitation au niveau local [10]. Au-delà de ces chiffres, c'est un cercle vertueux qu'il faudra entretenir : les entreprises qui seront associées à l'économie du lithium se développeraient. Idéalement, ce développement serait local dans l'Allier : les villes et villages autour d'Echassières, Montluçon, Saint-Bonnet de Rochefort attireraient de nouveau des habitants (*ci-contre*). Les fournisseurs locaux pour la maintenance des machines seraient sollicités. Une économie circulaire autour du lithium pourrait aussi voir le jour.

Bien sûr, cela serait aussi extensible à la Région (autres fournisseurs, clients finaux des batteries), ou plus loin à l'échelle de la France (usines de fabrication de batteries). Le meilleur modèle économique et en termes d'acceptabilité sociale serait de travailler au plus proche des clients susceptibles d'utiliser le lithium des batteries pour des applications vertueuses, comme les tracteurs ou utilitaires, les petites voitures pour les déplacements quotidiens intra ou interurbains à l'échelle du département, ou les trains.



Isochrones en voiture 30 (vert foncé) et 60 minutes (vert clair) des sites de la mine (en haut) et de l'usine de conversion (en bas) [11].

Vers plus de souveraineté sur nos ressources stratégiques

Pour la France, le projet est aussi un pas vers une certaine souveraineté de la France sur une ressource désormais stratégique. Si ce lithium n'est pas produit en France, il sera importé, ce qui nuira encore plus à notre balance commerciale, systématiquement déficitaire depuis le début des années 2000.

Des garde-fous indispensables

Le développement local retrouvé devra être durable afin de ne pas reproduire les erreurs du passé. Les activités minières portent des images tenaces dans les esprits (mauvaise gouvernance, exploitation et sécurité des salariés, pollutions), et c'est d'ailleurs encore le cas dans d'autres pays loin de nos yeux. EMILI sera donc une opportunité pour pratiquer en France des modèles d'extraction le plus responsable possible. L'Allier peut être une vitrine mondiale d'un type d'exploitation combinant des réflexions innovantes afin de minimiser les impacts environnementaux et sociaux. Cela serait possible grâce notamment au fait qu'Imerys s'engage à respecter le standard IRMA et que des caractéristiques particulières rendent les sites uniques :

- le site de la mine est souterrain, sur un site existant donc limitant l'emprise au sol ;
- le site de l'usine de conversion est sur une friche industrielle ;
- des propositions pour l'utilisation raisonnée de l'eau ont été faites, notamment par l'utilisation d'eau issue de station d'épuration pour l'usine de conversion.

[9] Source : INSEE

[10] Allier et Puy-de-Dôme - Source : Utopies pour Imerys

[11] Source : Géoportail

Sur la gestion de l'eau, des échanges pourraient avoir lieu entre entreprises du secteur et autres parties prenantes pour se partager les bonnes pratiques et mettre en commun des moyens, par exemple sur le modèle du « Club de l'eau » porté par la CCI du Puy-de-Dôme. Dans le cadre d'EMILI, un enjeu fort porte sur les impacts du changement climatique sur la ressource en eau. Des études sont prévues [12]. Il sera important **planifier des actions dès lors que les résultats seront connus.**

L'exploitation de la mine telle que présentée dans le dossier durerait 25 ans. C'est une durée minimale. Les premiers échanges issus du débat indiquent que les activités pourraient très probablement être prolongées largement au-delà de cette limite. Cela permet d'être **optimiste pour la pérennité des emplois** ainsi que sur la gestion durable de la ressource. Il faudra **être attentif au cas où des changements drastiques d'orientation économique menaceraient le marché du lithium.**

Par exemple, comment intégrer la croissance du recyclage dans le modèle économique ? Cette activité est *a priori* concurrente de ses activités extractives, même si le dossier mentionne que les activités sont complémentaires [13]. Les CCI pourraient être favorables au développement d'écosystèmes économiques locaux de recyclage.

[12] dossier du maître d'ouvrage, p.78

[13] dossier du maître d'ouvrage, p.139

Les CCI sont force de proposition dans le développement durable des entreprises locales

Par leurs compétences, **les CCI se tiennent prêtes à accompagner Imerys** pour que le projet de mine de lithium, de plateforme ferroviaire, et d'usine de conversion se fasse bien en accord avec le développement local des entreprises et dans un objectif de durabilité, notamment :

- **grâce au développement des activités économiques**, de l'emploi, de l'attractivité du département ;
- **conformément aux objectifs de décarbonation et de souveraineté** du pays ;
- **en conscience des nuisances environnementales** créées, avec la vocation de les diminuer.

Notamment, la CCI Allier :

- **mettra en relation des partenaires locaux** pour Imerys et les entreprises engagées dans le projet ;
- **créera des formations adaptées** aux futurs employés potentiels d'Imerys ou des entreprises partenaires, en se basant notamment sur des expertises locales issues de son passé industriel pas si ancien ;
- **mettra à disposition des bureaux ou salles de réunion** au moins temporairement pour des besoins professionnels.

Les CCI peuvent également accompagner Imerys pour :

- **porter une attention constante aux parties prenantes**, par une communication transparente et inclusive envers les populations et les entreprises,
- **viser une amélioration continue des pratiques**, notamment sur la gestion de l'eau,
- **développer une réflexion sur les usages du produit**, notamment pour favoriser l'innovation et le développement local des entreprises et des infrastructures.

Conclusion

Le projet EMILI est un projet stimulant et unique en son genre, une chance pour un renouveau économique plus durable du département de l'Allier, de la région Auvergne-Rhône-Alpes, et pour les objectifs de décarbonation et de souveraineté de la France.

Les problématiques environnementales sont réelles et nécessitent une amélioration continue des pratiques en concertation avec les acteurs locaux.

Les CCI Allier, Puy-de-Dôme et Auvergne-Rhône Alpes peuvent contribuer au succès de ce projet par leur réseau et compétences.

